

Une **carrière** dans les **transmissions** de la **gendarmerie**



Manipulateur
utilisé en
Algérie.

Pierre Lizot

Capitaine (er)

Les années 1950 : formation et service national

Petit-fils de gendarme, j'ai effectué mon service militaire dans les transmissions pendant la guerre d'Algérie. J'ai rejoint le 49^e bataillon des transmissions. Je suis entré à l'École centrale de TSF, devenue par la suite l'École centrale d'électronique. Cette école privée préparait à une licence délivrée par les PTT. Il y avait deux classes : l'une pour l'aviation et l'autre pour la Marine. J'aurais préféré m'orienter vers l'aviation mais, comme l'accès à la voie aérienne était réservé à ceux qui pratiquaient l'anglais et que j'avais fait quatre années d'allemand pendant mes études, ce fut donc la marine. J'envisageais alors une carrière dans la Marine marchande.

Au GCA à
Alger en 1963.

J'ai loupé l'examen de peu et, comme j'étais sursitaire, j'ai résilié mon sursis et je suis

parti un an en Allemagne. Lorsque la 5^e DB a fait mouvement en Algérie, j'ai donc suivi. J'ai passé 26 mois dans les transmissions, en unités constituées. Au 6^e RCA, j'ai vu arriver deux équipages radios, 3 sous-lieutenants, dont un grand, bon opérateur. Lorsque les années ont passé et qu'il a commencé à être connu, je me suis aperçu que c'était... Jacques Chirac !

Années 1960-1966 : le choix de l'institution et l'expérience de la gendarmerie départementale en Algérie

À ce moment-là, j'avais l'opportunité de rentrer chez ASFR, un fabricant de stations émetteurs-récepteurs qui fournissait les opérateurs. Mais, je me suis renseigné pour intégrer la gendarmerie. J'avais de bons rapports avec les brigades autour de chez moi car elles recevaient du nouveau matériel que personne ne savait mettre en œuvre (diego polytrope : un meuble qui faisait E/R en phonie et graphie). Renseignement pris à l'issue de ma démobilisation, il fallait repartir en Algérie pour 6 ans. Déçu, j'ai passé 2-3 ans dans la vie civile avant d'intégrer finalement en décembre 1960. Après 6 mois d'école dans un centre d'instruction de la gendarmerie mobile, j'étais classé environ 15-20^e. Il n'y avait alors que 6 places en gendarmerie départementale en France. J'ai donc choisi la départementale en Algérie et je suis parti avec mon épouse et mon fils aîné à la brigade de Francis Garnier.

N'étant pas de carrière, j'étais souvent détaché comme radio à la compagnie. C'était le seul moyen fiable pour communiquer à distance car



les fellagas sciaient souvent les poteaux télégraphiques. En 1961, entre les brigades et la compagnie les communications étaient transmises avec des diego polytrope; entre les compagnies et les groupements, c'était avec des lagiers émetteurs-récepteurs de fabrication française; entre les groupements et la légion, on employait l'ANGRC9, modèle américain en graphie.

Comme à l'armée j'avais passé tous mes certificats d'opérateur radio, que je disposais également d'une formation civile et qu'il manquait de « radios » en Algérie, je suis devenu radio 3 à 4 mois après mon arrivée à la brigade. En principe il fallait attendre 18 mois pour devenir « radio »...

J'ai été envoyé au Détachement mobile de recherche (DMR). Nous étions 9, organisés en deux équipes, j'étais le « radio ». Nous tournions toutes les 6 heures. Notre travail consistait à mettre en œuvre des barrages inopinés sur les axes routiers, notamment Orléansville-Alger, et à effectuer des contrôles. Nous avions en armement un fusil-mitrailleur 24-29 et un système de barrage routier léger. Pour les identifications de personnes, j'appelais le groupement avec l'ANGRC9. Les recherches s'effectuaient



sur deux fichiers, celui du groupement et celui de l'USMD pour les recherches spéciales sur l'OAS.

*Poste
ANGRC 9
station fixe.*

Anecdotes algériennes

Un soir de 1962, vers 21 heures, la station radio du groupement d'Orléansville a reçu un appel au secours de la brigade de Boukaïlid. Elle était encerclée par des éléments de l'ALN qui leur avait donné l'ultimatum de rendre leurs armes à minuit. J'en rends compte au commandant de groupement qui vient s'installer à la radio. Cet Alsacien d'origine, qui savait ce qu'il voulait, aussitôt lancé un message de soutien aux assiégés. Puis, se sachant écouté par l'ennemi, il s'est montré ferme sur notre détermination à aller les dégager.

Ensuite, il a fait appeler le général responsable du secteur militaire pour demander du renfort. Mais ce dernier a rechigné à envoyer des chars dans cette zone escarpée. Notre officier lui a alors lancé: « Je suis à la station radio devant deux émetteurs. Je peux me mettre sur la fréquence de la direction de la gendarmerie à Paris, je les ai en direct. Alors qu'est qu'on fait ? » Après un silence, le général de secteur a finalement fait venir deux avions T 6 qui ont fait des piqués sur la brigade. L'ennemi a été surpris et, le lendemain matin, on a pu aller les dégager.

En 1963, sur la veille radio j'ai capté un SOS d'un navire en perdition au large du Maroc. La procédure normale voulait que je rende compte au préalable au chef de centre pour qu'il fasse le nécessaire. En réalité, j'avais déjà noté les coordonnées et retransmis les informations, si bien que quand le message du chef de centre est parti, les secours étaient déjà en train d'aller chercher le bateau.

La même année, deux de nos dépanneurs radios ont vécu une situation dont l'issue aurait pu être tragique. Partis en jeep vers une brigade pour réparer du matériel en panne, ils se retrouvent face à un cortège qui se rendait à une cérémonie de l'ALN. La foule se montre vite hostile envers les deux gendarmes. Afin d'éviter que la confrontation ne dégénère, le plus ancien a la présence d'esprit de s'adresser à l'un des responsables en lui disant qu'ils représentent la délégation de la gendarmerie venue assister à la cérémonie. Après un moment d'étonnement, la présence des gendarmes est finalement acceptée et ils se retrouvent même au premier rang pour assister, au garde-à-vous, à la levée des couleurs algériennes. Invités à assister au méchoui, les deux camarades ont préféré décliner l'invitation pour s'éclipser au plus vite.



Radio à Sarrebourg en 1965.

C'était la période entre le cessez-le-feu et l'indépendance. Les temps d'identification étaient très longs : 45 minutes à 1 heure ! Au cours des premiers jours, des responsables de l'ALN nous ont demandé de jeter nos armes, mais, avec le temps, le dialogue a pu s'instaurer. Je me souviens qu'un responsable m'avait expliqué avoir été blessé 7 fois par l'armée française. Chaque fois, il était allé se faire soigner au Maroc avant de revenir en Algérie. Lors de nos contrôles, nous avons arrêté plusieurs membres de l'OAS, porteurs de fausses cartes d'identité ou de tracts.

Après le DMR, j'ai été détaché comme radio groupement, loin de ma brigade. Lorsqu'il a appris ma situation familiale, mon commandant de groupement a mis une des chambres de passage de sa villa à la disposition de ma femme et notre fils de trois ans.

Après j'ai été affecté à la brigade d'Orléansville, mais toujours en position détaché, avec un logement de fonction dans la caserne. En décembre 1962, toutes les brigades du groupement ont été repliées sur Alger (familles, matériels). Heureusement l'armée nous a donné un coup de main en prêtant des camions avec chauffeurs.

Après un moment de flottement en arrivant à Alger, j'ai été affecté à la 23^e légion mixte, puis

comme radio au Commandement de la gendarmerie en Algérie (CGA) en 1962. J'y suis resté à peine un an et en 1963, j'ai fait rentrer ma famille en France et je les ai rejoints après.

En passant par la Lorraine pour se former

Après mon rapatriement d'Algérie, j'ai été muté comme radio à la brigade mixte de Sarrebourg (Lorraine). Nous étions trois radios dans cette unité, chacun faisant sa semaine. Pour moi, la radio était quelque chose de sacré car, en Algérie, c'était le seul moyen de liaison fiable et il fallait donc compter sur des hommes sûrs. Aussi, j'ai eu la surprise de constater que le radio de l'époque partait souvent faire une course sans prendre la vacation. C'était facultatif pour lui...

Volontaire pour suivre la formation dispensée au Centre d'instruction régional des transmissions de la 6^e région militaire (CIRT/6) à Saint-Mihiel, j'ai passé mes diplômes de dépanneur de 2^e et 3^e échelons et j'ai été à l'AERM de Metz où il y avait des civils. À la suite, je suis sorti 1^{er} et j'espérais une place au régional et c'est quelqu'un d'autre qui a eu la place.

La dernière partie de carrière à Rosny-sous-Bois

Il s'est trouvé que le lieutenant Deschamps, qui commandait le CRIT/6, a été muté à Rosny-sous-Bois, au service radio pour transférer la station de Nogent-sur-Marne qui avait été installée en 1966 dans des douches de la caserne de la Garde républicaine. Sa mission consistait à mettre en place un bâtiment « émissions », un bâtiment « réceptions » et un endroit pour les antennes. Comme il avait besoin de dépanneur, il a aspiré 4 gars de la 6^e région dont moi.

Je me suis retrouvé au groupe de commandement, groupe documentation logistique. J'ai failli partir trois fois mais à chaque fois je suis resté.

Les transmissions et Mai 68

Je me trouvais à Rosny-sous-Bois lors des événements de Mai 68. Tous les renseignements convergeaient par la station centrale. Des renseignements venaient également du ministère de l'Intérieur parce que, dans certaines préfectures, il y avait des problèmes de communication.

Pour faire face à cet afflux de communications, il a fallu installer des unités complémentaires dans la cour (schelter radio). Le fort de Rosny est ainsi devenu le seul point sensible de la gendarmerie.

Les transmissions et le flux routier

En 1967-1968, la gendarmerie a coopéré, de façon plus centralisée, avec Inter Route, le futur Centre national d'information routière (CNIR). Il avait été créé par la radio France Inter dans les années 1950 pour le radioguidage des automobilistes lors des flux de trafic importants. À chaque week-end ou vacances, quand le trafic s'annonçait être dense, un détachement de la gendarmerie commandé par un officier supérieur, venait dans les locaux, à gauche en rentrant dans le fort de Rosny. Cet officier rassemblait tous les renseignements qui arrivaient à la station centrale et, après analyse rapide, il en communiquait la synthèse à l'ORTF. Pour ce faire, les techniciens devaient tirer une ligne télétype de la pièce où se trouvait la station centrale jusqu'à la maison de l'ORTF. Et là, il y avait un sous-officier à la réception des messages. C'était souvent moi. Ce système, ancêtre du futur CNIR et de Bison futé, s'est avéré très efficace en rapidité. Les journalistes étaient contents pour la retransmission de l'information. On se permettait le luxe de limiter à environ 20 minutes maximum la validité de l'info.

À Rosny se trouvait la partie technique (auto, radio (station-magasin-atelier), STRJD) du Centre administratif et technique de la Gendarmerie nationale (CATGN). La partie administrative était implantée au Blanc (Indre).

Quand je me suis retrouvé au service documentation, je m'occupais des fiches techniques destinées aussi bien aux techniciens qu'aux utilisateurs lambda. C'est en les réalisant que j'ai compris combien il était difficile pour un spécialiste de vulgariser une notice de montage. Nous détenions aussi les fiches OTAN car les véhicules de la gendarmerie mobile étaient équipés par la gamme militaire.

Nous établissions des fiches techniques pour l'usage interne des gendarmes mais aussi à l'attention des industriels qui étaient chargés d'aménager les véhicules destinés à la gendarmerie (Peugeot, Renault, Citroën). Par exemple, quand les estafettes étaient livrées aux unités, il y avait le cahier des charges imposé par le service auto mais il y avait aussi le nôtre. Il fallait notamment percer le pavillon et installer un système pour pouvoir mettre l'antenne ainsi qu'un cordon sous pavillon pour que cela fasse assez propre et les boîtes de jonction.

D'autres fiches techniques étaient destinées aux ateliers des légions. Quand on installait des relais, c'était à partir d'un appareil ou de deux appareils émetteur récepteur qui étaient couplés et mis dans des racks. Il y avait beaucoup de câblages à faire et cela devait nécessairement se faire en atelier. Nos fiches techniques permettaient de faciliter cette tâche, grâce à de nombreux plans et des consignes précises.

Nous réalisions aussi des guides d'utilisation du matériel pour le personnel du terrain. La seule chose que j'ai conservée est ce guide opérateur, daté de 1973, de la station TMF623 qui a équipé toute la France. Cela comportait la bande de fréquences, la composition qui correspondait aux UC de façon imagée, le système d'appel avec des schémas faits à la main et les cas simples de non-fonctionnement.

En 1975, j'ai assisté au début de l'informatique pour gérer les pièces de notre magasin central. L'ordinateur MITRA15, installé par une société civile, prenait une pièce avait une capacité 2 mégas pour gérer le stock de matériel (14 à 16 000 pièces). Il a fallu recruter du personnel plus jeune car les anciens étaient réfractaires à l'informatique. L'autre avantage est que les informaticiens de chez nous pouvaient créer un nouvel article, alors que la société civile nous demandait 100 francs chaque fois.

Au fort de Rosny en 1972.





La construction de la nouvelle zone technique au fort de Rosny en 1984.

J'ai pris la section logistique qui comportait le magasin central des approvisionnements, la réserve ministérielle transmission et le fichier du chiffre. Le magasin central se trouvait dans le bâtiment en face de la voûte lorsque l'on rentre dans le fort de Rosny. La RM se trouvait avant à Nogent-sur-Marne dans l'ancienne imprimerie. On a construit la nouvelle zone technique en 1984-1985. La RM était en sous-sol et le laboratoire au-dessus: c'était une grosse erreur. En effet, comme nous ne faisons que entrer et sortir, il a fallu acheter un transpalette à essence pour le sol et un électrique pour le dessous. Je suis parti au moment de l'apparition de Rubis, capitaine en 1985 et en retraite en 1989. J'ai été contacté par Thomson 6 mois avant ma retraite mais je n'ai pas donné suite.